



R A P P O R T

**du Conseil communal au Conseil général de la Ville de Boudry relatif
à la nomination d'un organe de révision**

Rapport n° : CG-0210.860-1
Date : 6 novembre 2017
Dicastère : Services administratifs et des finances

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

La loi sur les finances (LFinEC) du 24 juin 2014 et son règlement d'application du 20 août 2014 donnent les bases légales en matière de gestion des finances pour le canton, les communes et syndicats intercommunaux.

Conformément à ces dispositions entrées en vigueur au 1er janvier 2015, il vous appartient, de désigner, sur proposition de notre autorité, l'organe de révision des comptes pour les trois prochaines années (2017 à 2019).

Il convient de relever que la loi stipule que les comptes doivent désormais être révisés chaque année, avant leur présentation au législatif.

Précisons encore que selon la LFinEC art.20 al.2, ce mandat peut être reconduit dans les limites des règles d'audit applicables aux organes de révision agréés.

Le 27 avril 2015, vous aviez accepté de nommer pour les années 2014 à 2016 **NéoCap fiduciaire Claude Gaberell SA**, Fbg de l'Hôpital 13 à Neuchâtel. Cet organe ayant donné pleine et entière satisfaction ces trois dernières années, nous vous proposons de reconduire son mandat pour les trois ans à venir.

Il convient de souligner également l'aide conséquente que cette fiduciaire nous a apportée dans la mise en place du MCH2 et tout récemment pour la revalorisation des actifs exigée par la LFinEC.

Au vu de ces éléments, nous vous invitons à adopter l'arrêté désignant l'organe de révision de la commune selon notre proposition.

LE CONSEIL GENERAL DE LA VILLE DE BOUDRY

Vu la loi sur les communes du 21 décembre 1964,
Vu le règlement général de Commune du 23 mai 2016,
Vu la LFinEC du 24 juin 2014 et son règlement d'exécution,
Entendu la commission financière,
Sur la proposition du Conseil communal,

arrête

Article premier : Le Conseil communal est autorisé à mandater NéoCap fiduciaire Claude Gaberell SA pour le contrôle des comptes 2017, 2018 et 2019 de la Ville de Boudry, qui doit être réalisé selon les modalités prévues dans la LFinEC et ses dispositions d'application avant leur présentation au Conseil général.

Article 2 : Le Conseil communal est chargé de l'exécution du présent arrêté, à l'expiration du délai référendaire.

Boudry, le 6 novembre 2017

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

Le président

Le secrétaire

Daniel Schürch

Jean-Michel Buschini